

Un Autre Siècle de Développement : Le rôle croissant de la Pensée Sociale

Sams Dine SY

Original version française; Janvier 2004

Sommaire

Introduction

I. Un autre siècle pour le développement est-il possible ?

1. Socialisme & développement : Cas du Sénégal
2. Socialisme & développement : Cas de l'Afrique et du Monde

II. Le développement, les hypothèses : un problème de faillite

1. La faillite des hypothèses
2. Les défis du XXIe siècle

III. Vers un autre siècle de développement

1. Construire des scénarios dans un contexte d'incertitude radical
2. Le cadre conceptuel : Vision et Actions possibles

Conclusion : le rôle accru de la pensée sociale

Introduction

Cette présentation examine les perspectives de développement telles qu'elles se dessinent à l'orée du XXIe siècle et le rôle de pensée sociale dans la formulation d'un autre paradigme ou programme susceptible de ramener les écarts entre les régions du monde à un niveau raisonnable. Le point départ de l'analyse est la nature du lien existant entre le socialisme et le développement, deux mouvements d'idées, de systèmes et de politiques qui seraient apparus quasi-simultanément au cours du XIX^e siècle, avant de décliner au cours de la deuxième moitié du XXe siècle. La **première section** examine - à l'échelon national, continental et mondial - la question de l'existence réelle ou supposé d'une possibilité de développement. La **seconde section** revient sur les problèmes de cohérence entre les réponses courantes et le contexte actuel et futur, celui du XXIe siècle. Ces réponses ont pris une tournure inédite avec le déploiement d'une vision systémique des armes de destruction massive, au détriment de tout objectif, autre que la domination mondiale exclusive. La **troisième section** expose les étapes pour mettre le développement au cœur de l'agenda mondial du XXIe siècle. En guise de conclusion, la présentation discute du rôle de la pensée sociale et des Think Tank qui la serve, dans la mise en œuvre de ce paradigme, alors qu'au sein de l'ONU, la réflexion sur la réforme du système international, vient d'être lancé.

I. Le développement est-il possible ?

1. Développement et socialisme

La comparaison des performances des pays à l'échelle mondiale depuis deux siècles suscite une interrogation sur le développement, les méthodes de mesure, les hypothèses sous-jacentes mais aussi sur le lien avec la pensée socialiste qui en est contemporaine.

Dans quelle mesure, l'apparition du socialisme, a-t-il permis le développement européen et sa mondialisation, au cours des années 1820-1900 ? Dans quelle mesure, le déclin du socialisme au cours de la deuxième moitié du XXe siècle a-t-il provoqué le désenchantement du développement et son déclin, surtout dans les pays qui ont adhéré tardivement aux valeurs du socialisme, du fait de la colonisation ?

Ces deux questions constituent le point de départ de cette analyse, qui, à travers le cas exemplaire d'un pays, d'un continent et du monde, s'efforcera de tirer quelques conclusions et orientations méthodologiques sur le rôle de la pensée sociale dans la promotion du développement au cours du XXIe siècle.

Socialisme et libéralisme

Le socialisme a pu avoir diverses significations¹. Il peut être défini comme une tendance intellectuelle basée sur la critique de la société bourgeoise en formation. Il apparaît aussi comme l'expression d'un mouvement politique et social ayant pour objectif la réalisation de réformes, l'acquisition d'une position d'influence ou le pouvoir. Il est surtout considéré comme un système économique et social idéal destiné à remplacer et à surmonter le capitalisme et ce qui était perçu comme ses défauts. Les systèmes socialistes sont apparus au cours du XXe siècle et ont disparu avec lui.

Le déclin du socialisme n'est pas spécifique à l'Afrique et au Sénégal en particulier. Le débat fait rage tant dans le monde occidental (Europe, Etats-Unis) qu'ailleurs (Amérique Latine et Asie). La controverse porte sur l'avenir de la pensée sociale dans un contexte de mondialisation et de multiculturalisme. Elle porte aussi sur la capacité du socialisme démocratique à sortir de sa crise qui a atteint son paroxysme, avec la déroute du Parti socialiste français en 2002 et le contre-exemple britannique. Elle porte enfin sur la capacité du socialisme à remplacer l'économie néo-libérale, et à prendre en charge ou accompagner les transformations sociales, surtout dans les pays pauvres qui cherchent à émerger, du conflit, à la fois, multi-séculaire et asymétrique qui leur a été imposé par le monde occidental. Le déclin du courant socialiste vers la fin des années 90, a été consacré par l'avènement de régimes d'inspiration néo-libérale dans un nombre croissant de pays. L'Afrique n'est pas en reste surtout avec l'alternance qui s'est produite au Sénégal en l'an 2000.

Depuis l'effondrement du Mur de Berlin, divers travaux ont été consacrés à la question de l'avenir du socialisme et du libéralisme. S. Amin a introduit la problématique, dès 1991 à l'occasion d'un atelier tenu à Dakar, sur le même thème et à travers divers ouvrages parus entre temps. Dans le dernier en date, il s'est livré à un effort de déconstruction de la vision "libérale" de la société et mis à nu les fondements idéologiques et para théoriques du libéralisme ainsi que les

conséquences, à savoir, la guerre permanente au Sud et l'américanisation du monde. Ensuite, il montre comment l'Europe, le Sud et les peuples sont sommés de relever le défi du libéralisme² et de libérer le monde du virus libéral.

Cette analyse s'appuie sur une **première thèse**, ancienne, développée depuis deux siècles sur la base des fondements théoriques solidement établis par des précurseurs. Elle s'articule sur la permanence d'un effet de sentier emprunté par les pays ayant expérimentés le socialisme et l'irréversibilité du processus, en dépit de quelque retour en arrière et autre changement de trajectoire qui ne seraient que le produit de contradictions et de conflits inhérents à l'épuisement du modèle d'accumulation. La chute du Mur de Berlin ne signifie nullement la fin de l'histoire. Selon cette thèse, généralement soutenue par les scientifiques des conditions sociales, le conflit historique entre le socialisme et le néolibéralisme, ne s'achève pas avec l'effondrement du bloc soviétique et l'américanisation du monde. Il prend d'autres formes et se nourrit d'autres conflits comme le choc de civilisations, ou la guerre contre le Sud. A l'occasion, de la parution des *Mélanges* qui ont été consacrés, cette question a été explorée dans ses diverses facettes autour du thème de la **révolution de la pensée sociale** au seuil du XXI^e siècle³.

Une **deuxième thèse**, popularisée par divers auteurs, repose sur l'idée de convergence des modèles socialiste et libéral autour du concept de démocratie *de et par* le marché. C'est la thèse de la perte de l'influence des idéologies totalitaires comme le communisme au profit de la pensée unique libérale. Celle-ci pouvant du reste, admettre une variante social-libérale et une variante social-démocrate et se traduire éventuellement par diverses conceptions du capitalisme (américain et européen), de l'Etat, de la gouvernance. Selon cette thèse, que soutiennent les économistes libéraux (ou encore économistes du présent), le déclin de l'idéologie socialiste devient irréversible, à mesure que la mondialisation progresse et qu'elle se traduit par l'amélioration du niveau des populations qui en étaient jusqu'ici exclues. Cette idéologie servira tout au plus de refuge à des sociétés retribalisées ou fragmentées sur une base ethno-religieuse, mais qui pourront survivre tant qu'elles ne constituent pas une menace. Dans quel cas, elles sont qualifiées de terroristes contre lesquelles il convient de mener une guerre préventive.

L'incompatibilité de ces deux thèses soulève la question de leur pertinence, de leur cohérence interne et de leur caractère exclusif. Cependant, plusieurs faits et analyses conduisent à nuancer le caractère tranché de cette opposition. Il en est ainsi de la diversité des trajectoires empruntées par les pays d'Europe centrale et orientale, la percée du mouvement social mondial, les débats entre approches affirmatives et approches transformatrices, les analyses portant sur l'échec des socialistes français et africains et la mise en œuvre d'un projet rénovateur en Grande-Bretagne et dans les pays scandinaves, l'expérience des pays scandinaves et celle d'autres pays (Malaisie, Afrique du Sud, Venezuela, Brésil...). Ces faits ouvrent la voie à une nouvelle conception du socialisme selon diverses déclinaisons -social-démocratie, démocratie sociale, socialisme réformiste – et à un rôle plus actif des mouvements sociaux et du tiers-mondisme.

Des débats, il ressort un certain nombre d'éléments qu'il importe d'avoir présent à l'esprit, dans toute tentative de dynamisation du projet socialiste :

- la nécessité de renouveler la réflexion sur la démocratie à l'échelle locale, nationale et mondiale par l'analyse des transformations post-communistes et post-socialistes depuis la chute du Mur de Berlin et celles des ruptures intervenues dans les systèmes de production de financement et d'innovation partout dans le monde.
- la réévaluation des valeurs qui fondent le socialisme démocratique et du rôle social de l'Etat

- la restauration de la logique de l'intérêt général, du bien public et de l'Etat stratège industriel, financier
- la remise du politique sous le contrôle du citoyen.
- le consensus autour du réformisme par la rénovation ou la refondation
- l'extension du capital social des individus par des approches transformatrices et redistributives plutôt que régulatrices et affirmatives.

2. Cas du Sénégal

Le cas du Sénégal est intéressant à plus d'un titre. Ce pays a institutionnalisé le socialisme en se dotant dès l'indépendance d'une constitution sociale qui l'a gouverné pendant 40 ans.

La performance globale du pays est un concentré de paradoxe. Le taux moyen de croissance a été négatif (-0,4 %) sur la période 1970-98, même si celle-ci est entrecoupée par des épisodes de croissance qui se sont tous soldés par un échec, y compris le dernier en date (5 % entre 1994 et 2000). Au plan social, la situation n'a guère été plus brillante avec un indicateur de développement (IDH) parmi les plus médiocres du monde (0,436 en 2000), certes inférieur à la moyenne africaine mais supérieur à la moyenne des PED. Pour comble dans un pays riche en innovation sociale, inégalités, la pauvreté et l'exclusion sociale ont progressé à une vitesse extraordinaire. En effet, le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté est passé de 30 à 60 %, entre le début et la fin des années 90, touchant l'essentiel des forces vives de la nation et touchant surtout les femmes, les jeunes et les ruraux.

D'un autre côté, le Sénégal est un pays dont la stabilité politique et la saillance sont vantées sur tous les tons. C'est sans doute pourquoi, il a été le premier pays au monde à remplir les critères – par ailleurs très sélectifs - mis au point par l'administration américaine, dans le cadre du « Millenium Challenge Account » un mécanisme d'aide en cours de discussion au sein du Congrès. A titre d'exemple, sur un total de 14 indicateurs ou « hurdles » le Sénégal parvient à franchir *haut la main* :

- 4/6, en gouvernant avec justice
- 2/5 en investissant dans les populations
- 5/6 à force de garantir les libertés économiques.

Les premières analyses (tableau 1) réalisées notamment au sein du « Center for Global Development » montre que le Sénégal se classe devant des pays comme le Vietnam, le Ghana, l'Inde ou encore l'Albanie.

La contribution de l'aide extérieure à la formation du Revenu national brut - se situe aux alentours de 11 % mais s'élève à 56,4 % par tête. Le poids de l'aide extérieure y est important mais moins déterminant que dans d'autres pays en développement.

Cette performance n'est pas tombée du ciel un certain mois de février 2000. Elle résulte surtout d'une patiente accumulation d'efforts de toute une nation, mais aussi de sacrifices, quand il a fallu subir plusieurs cures de stabilisation et d'ajustement, avant de renouer avec la communauté internationale.

Tableau 1 : Senegal as a possible qualifying country 1st group of of 11 countries with « Quality »				
Indicator	Year 1	Year 2		Missed hurdles are in italic
I. RULING JUSTLY	4	6		Number of passed hurdles
1. Control of Corruption	0.53	0.53	✓	0 to 1, 1 = best
2. Rule of Law	0.52	0.52	✓	0 to 1, 1 = best
3. Voice and Accountability	0.54	0.54	✓	0 to 1, 1 = best
4. Government Effectiveness	0.52	0.52	n.a	0 to 1, 1 = best
5. Civil Liberties	3	3	✓	1 to 7, 1 = best
6. Political Rights	2	2	✓	1 to 7, 1 = best
II. INVESTING IN PEOPLE	2	2		Number of passed hurdles
7. Immunization Rate: DPT and Measles	<i>50</i>	<i>50</i>	x	%
8. Primary Education Completion Rate	<i>41</i>	<i>41</i>	x	%
9. Public Primary Education Spending/GDP	1.50	1.50	✓	1 to 7, 1 = best
10. Public Expenditure on Health/GDP	2.62	2.62	✓	1 to 7, 1 = best
1. ECONOMIC FREEDOM	5	5		Number of passed hurdles
11. Country Credit Rating	27.6		✓	1 to 100, 100 best
12. Inflation	1.1		✓	%
13. Regulatory Quality	0.46		✓	0 to 1, 1 = best
14. Budget Deficit/GDP 3 years	-3.9		✓	%
15. Trade Policy	<i>4</i>		x	1 to 5, 1 best
16. Days to Start a Business	58		✓	
✓ Indicates score about median x Indicates score to or below median n.a. : non available				
<i>Source : adapté de Radelet : Challenging foreign aid , CGD, 20003</i>				

Il n'empêche que les Sénégalais sont frappés par les événements qui, depuis une décennie, rythment la vie du pays et spécialement par la multiplication des situations d'urgence à la suite de conflits, de crise ou des catastrophes. C'est d'abord une série d'avertissement sans frais ou à frais limité, même s'ils ont engendré des traumatismes : crise sénégal-mauritanienne, rupture des relations avec les bailleurs de fonds débouchant sur le Plan d'Urgence, dévaluation du FCFA, black out de la Senelec, explosion à la Sonacos, crise sénégal-guinéenne (Bissau), violences politiques et autres émeutes urbaines plus ou moins téléguidées.

Au début des années 2000, une nouvelle série d'événements viennent constituer un autre rappel à l'ordre : crise avec les pays voisins et avec la Côte d'Ivoire, violences en Casamance, affaire des audits du secteur public suivi - fait sans précédent - d'emprisonnement, intempéries climatiques, déficit pluviométrique, dysfonctionnements de la Senelec et de la filière arachnide, qui témoignent du contexte régional et national de mal gouvernance (pauvreté, précarité, conflits, corruption, coups d'Etat, faible participation des citoyens).

Pour couronner le tout, la tragédie du Joola qui vient mettre à nu un ensemble de défaillances dans tout le système tactique, stratégique et politique sénégalais. Le naufrage du Joola – par son retentissement intérieur et mondial - révèle toute l'ampleur de la crise de l'Etat et son impuissance

à assister des personnes en danger. L'incapacité des pouvoirs publics à ouvrir une information judiciaire, alors que, près de 2000 personnes sont mortes laisse un sentiment de perte de légitimité. Alors que les intérêts vitaux de la nation sont en jeu, on découvre l'inutilité des dirigeants politiques. Le monde entier a pu observer à quel point l'architecture institutionnelle était vulnérable.

Montesquieu aurait pu ainsi dire que "si le naufrage du Joola a pu provoquer un retentissement immense dans la société, c'est que des conditions générales existaient qui lui ont donné sa force de déstabilisation". Parmi ces conditions figure, sans aucun doute, le dépérissement de l'Etat socialiste. Le fait que le Parti Socialiste ait perdu les élections présidentielles après quarante de règne, a sans doute quelque chose à voir avec la perte par l'Etat du Sénégal d'un navire aussi chargé de symboles que de passagers. Cette question devra, cependant être abordé dans une perspective multidimensionnelle, compte tenu de l'existence de liens étroits entre les facteurs qui sont à l'origine de la crise qui affecte le socialisme, l'économie nationale et l'Etat du Sénégal.

Il convient d'abord de noter que cette chronique d'événement a commencé au milieu des années 80 alors que le socialisme d'Etat était à son apogée au Sénégal. Elle s'est amplifiée, une fois que le pouvoir en place depuis 1980 a été défait par les urnes, sans pour autant que se mettent en place les instruments efficaces de régulation des marchés et de gestion des risques sociaux. Cette chronique d'événement s'est affirmée enfin parallèlement à la poussée néo-libérale au Sénégal, y produisant les mêmes effets qu'ailleurs. D'ailleurs, la dérive du Sénégal vers le néo-libéralisme aurait pu rester imperceptible, s'il n'y avait pas eu cette situation de crise économique, de catastrophes à répétition et de conflits endémiques, pour révéler que leurs caractéristiques principales est d'être une pathologie d'un Etat bureaucratique et répressif soumis à une double pression :

- pression des bailleurs de fonds en faveur de la réforme par l'ouverture à la concurrence dans la production des biens et services publics (eau, électricité, communication, éducation, santé, protection sociale et de l'environnement) et la libéralisation des prix et des filières protégées (agricoles et industrielles). Le déclin de l'aide extérieure publique et le rôle croissant des IFIs dans la détermination des priorités se sont traduits par la mise entre parenthèse de l'Etat social, au nom des slogans "Etat modeste, Etat moderne", "mieux d'Etat et moins d'Etat".
- pression des "forces de conservation" - pour reprendre l'expression de Bourdieu - opposées aux réformes en faveur d'une centralisation du pouvoir, afin de contenir les déséquilibres induits par la multiplication des centres de prises de décision et de concertation (bailleurs de fonds, régions, acteurs sociaux et économiques) et de neutraliser les groupes favorables aux réformes. On a même parlé d'une intransigeance du pouvoir socialiste, face à l'opposition externe et à la dissidence interne, qui serait à l'origine de l'éclatement de la famille socialiste, de l'impasse politique qui a conduit à une élection présidentielle à deux tours, puis à la perte des élections présidentielles.

C'est sur cette toile de fond que se tient le débat sur l'avenir du socialisme, dominé par deux thèses qui s'affrontent : :

- L'alternance, a mis entre parenthèse le système socialiste au Sénégal, au profit d'un système néo-libéral.
- L'empreinte de la tradition socialiste sur le Sénégal a créé un effet de sentier dont le poids et l'impact autorise le retour du socialisme rénové après une phase transitoire caractérisée

par la mise en place d'une économie de marché, la consolidation de la démocratie et la rénovation de l'Etat

Le socialisme au Sénégal

Le socialisme a été introduit au Sénégal au début des années 60, alors qu'il avait acquis une influence universelle. La voie africaine du socialisme a été traduite en équation par le Président Senghor par une formule lapidaire : socialisme = coopération + communauté traditionnelle. L'auteur de cette équation donnait à ces termes un sens précis, qui renvoie une forme d'organisation économique et sociale privilégiant le collectif sur l'individuel, le plan sur le marché. Sous son impulsion, la voie africaine du socialisme a été empruntée par le Sénégal pendant les années 60 et 80 avant de décliner sous la poussée néolibérale et sans doute d'une conception dogmatique de l'Etat, de l'économie et de la demande sociale. Mais l'éclatement - à la faveur de l'alternance - du Parti socialiste en plusieurs entités se réclamant d'une stratégie de refondation socialiste ou de rénovation réformatrice ou d'autres variantes avait commencé bien avant, créant ainsi les conditions de l'alternance par un jeu de retournement d'alliance dont on n'a pas encore fini d'analyser les tenants et les aboutissants.

Le débat sur la libéralisation intégrale de l'économie et sur les grandes privatisations (foncier, service public, éducation, santé, protection sociale, transports) depuis l'avènement de l'alternance et le positionnement du Sénégal à la pointe du NEPAD augure d'une remise en cause et de conflits sociaux durs. Le combat de l'opposition organisée autour du Cadre Permanent de Concertation n'est pas cependant suffisamment structuré autour d'un projet socialiste visible, puisqu'il s'agit d'une coalition hétéroclite, dont le seul point commun est le rejet du néolibéralisme incarné par le Parti Démocratique Sénégalais. On attend toujours que soit définie une stratégie de conquête du pouvoir. On est encore loin de la formulation d'un projet de gouvernement, assorti d'un cadre de politique sociale et d'un programme de dépense publique, sociale et locale. On attend toujours l'amorce d'une réflexion pour réinventer la gauche, à la suite de ce que certains qualifient de bouleversement, d'autres, d'épuisement ou encore de panne de la pensée socialiste⁴.

Le fait que le Sénégal connaît un répit électoral ne signifie nullement que la conquête du pouvoir ne sera pas un enjeu permanent et qu'il faille attendre 2006 pour arrêter une stratégie et un plan. Plusieurs signes fournissent suffisamment d'indications tendant à faire des prochaines élections un non-événement, soit par un changement constitutionnel à court terme, soit par l'installation irréversible du PDS au pouvoir pour 40 ans. Ces deux perspectives qui relèvent de l'impensable montrent à quel point il est important de se projeter dans le futur.

C'est dire si des forces profondes et des facteurs de fonds sont à l'œuvre dont les analystes n'arrivent pas à cerner les contours et encore moins à prévoir les effets. L'impression de manque de visibilité dont se plaignent les agents économiques, les acteurs sociaux et politiques, coïncide avec l'absence d'une vision prospective du Sénégal, que ni l'exercice « Sénégal 2015 », ni les promesses du NEPAD ne parviennent à combler. A la crainte d'un retour au socialisme d'Etat - sous une forme ou une autre - s'ajoute le doute sur les avantages réels d'un libéralisme d'Etat. Celui-ci est prôné par le nouveau régime sur la base d'un argumentaire destructeur : la mondialisation néo-libérale est maintenant, un processus irréversible, auquel il serait inutile de s'opposer. Le choix des Sénégalais en faveur de l'alternance conduite par les libéraux vient confirmer l'échec de la voie africaine du socialisme et sa mise entre parenthèse pour longtemps.

Cet argumentaire ignore, sans doute délibérément que la transformation post-socialiste a en fait commencé bien avant l'alternance et qu'elle se poursuit le long d'un sentier certes chaotique.

Scénarios du socialisme au Sénégal

Pour des raisons à la fois historiques et structurelles qu'il serait long de développer, les acteurs politiques sont confrontés à deux défis majeurs :

- la destruction du modèle de l'économie de traite débouchant sur un non-système économique ou tout au plus un système valorisant les activités informelles, la privatisation de l'Etat et des comportements de rentiers
- la réduction du *hinterland* ouest africain non compensée par l'émergence d'un pôle d'entraînement mondial et se traduisant plutôt par l'exode rural, l'émigration et l'extension des réseaux ethno-religieux

Face à ces défis, la stratégie mise en œuvre, dans le cadre de la réduction de la pauvreté peut sans doute contribuer à doubler le revenu par habitant à l'horizon 2015. Il serait hasardeux d'en espérer plus. Surtout le triplement de ce même revenu, condition indispensable pour sortir du camp des pays pauvres. Cela suppose que le Sénégal entre dans un nouveau cycle de croissance du PIB, de l'ordre de 7 % pendant un quart de siècle, régime dont les hypothèses, les caractéristiques et les modalités restent à définir. Une question qui ne peut être tranchée que par une réflexion sur les systèmes politiques futurs à la lumière du legs historique que constitue le socialisme seneghorien. D'où l'intérêt de la démarche prospective et de la construction de scénarios, qui présentent en outre la vertu d'être un facteur de baisse de tension, voire d'apaisement, dans la mesure où le futur reste encore le bien commun le mieux partagé au monde.

A partir de la situation politique du Sénégal en 2003, il est possible d'esquisser quatre scénarios dans lesquels devrait s'inscrire leur vision politique. Même s'ils n'ont pas tous le même degré de vraisemblance, on peut raisonnablement s'attendre à ce que les acteurs politiques se retrouvent éclatés entre des courants qui se retrouvent dans chacun d'entre eux⁵.

- le repli identitaire sur l'îlot socialiste qui revendique la refondation et un retour aux sources du socialisme seneghorien ;
- la dissolution de la pensée socialiste dans une vision social-libérale confirmée par les choix du régime actuel, les appels à une majorité d'idées et la transhumance ;
- le renouvellement de la pensée socialiste par le réformisme du type radical (retour au marxisme) ;
- la rénovation de la pensée socialiste par l'anticipation et la prospective sociale

Un scénario de repli identitaire sur l'îlot socialiste

Dans ce scénario, l'alternance libérale ouvre alors la voie à la mise en place d'une économie de marché, qui doit cependant compter avec des résidus de l'ancien système socialiste qui ont la vie dure, comme le centralisme bureaucratique et la mentalité de planification, le populisme, la rigidité administrative. Il doit aussi combattre des évolutions non souhaitables, qui se manifestent à travers une nouvelle nomenclature libérale et des pratiques mafieuses, promptes à proliférer en période de transition (trafic de faux billets de banque, blanchiment, transferts massifs de revenus à des quasi-privés).

L'opposition organisée, piégée par son positionnement et ses références idéologiques, s'apprête à vivre une longue traversée du désert. Les libéraux sont convaincus de garder le pouvoir pendant

une génération, à condition de ne pas sombrer dans des luttes intestines. Les élections sont transformées en non-événement. Le pouvoir se transmet en dehors des instances légitimes de légitimation et de consécration. L'îlot socialiste en est réduit à gérer son déclin, entraînant dans sa chute inexorable, la gauche et l'opposition. Pour survivre, les plus lucides acceptent de mettre à contribution leur expérience dans la tâche de réhabilitation des infrastructures essentielles au fonctionnement du marché participer à la modernisation de l'administration et faciliter le dialogue social. Le Sénégal devient une démocratie de façade, sans alternative.

Un scénario de dissolution de la pensée socialiste dans le social-libéralisme ambiant

Dans ce scénario, le régime libéral se heurte à d'énormes difficultés dans la mise en place de l'économie de marché, à la fois par manque d'expérience et d'expertise dans le contexte d'une conjoncture économique qui ne s'y prête pas (montée du protectionnisme, absence de règles du jeu claires, tant à l'échelle mondiale que régionale). Les performances économiques n'étant pas au rendez-vous, il se trouve dans l'obligation de reprendre à son compte les revendications des forces sociales. Ce qui se traduit par un coup d'arrêt dans la libéralisation et la privatisation de l'économie, la gestion corporatiste voire communautaire de la demande sociale sur fond de militantisme afro centriste à travers les thèmes du Nepad et de l'Union Africaine.

De nombreux socialistes et progressistes se retrouvent dans cette orientation et rejoignent la mouvance présidentielle autour d'une majorité d'idées, à la faveur d'une transhumance institutionnalisée. Un fort courant de gauche se constitue au sein du parti au pouvoir élargi. Ayant renoncé à toute tentative de prise du pouvoir autour d'un projet socialiste, les partis de l'opposition, ouverts à d'autres secteurs de la société civile parviennent à constituer une importante force de contribution et, à la faveur des élections législatives, à imposer une quasi-alternance au niveau du Parlement, confirmant l'image d'un Sénégal libéral mais optant pour une économie sociale de marché. L'essentiel du pouvoir exécutif reste aux mains des libéraux. Le Sénégal s'installe dans un système démocratique de façade tolérant des pseudo-alternances

Un scénario de rénovation de la pensée socialiste

Selon ce scénario, l'alternance découle autant de l'échec du système socialiste à penser la modernité que de l'épuisement du modèle d'accumulation. La mauvaise conjoncture internationale et régionale accentue la crise du régime au pouvoir et favorise la prise de mesure d'urgence. Les conditions de changement de régime sont créées et la faveur d'une grande défaillance de l'Etat, des élections sont organisées qui marquent l'arrivée au pouvoir d'un fort courant rénovateur qui a pris le temps de se structurer et de se doter d'une vision à laquelle adhèrent la majorité des Sénégalais ainsi que d'un programme stratégique de gouvernement. Le Sénégal continue d'arpenter les terres de la social-démocratie.

Un scénario de radicalisation du socialisme

Selon ce scénario, l'alternance résulterait de contradictions et de conflits inhérents à l'épuisement du modèle de l'économie de traite hérité du passé et de sa version tardive, l'économie rentière. L'adoption des principes de l'économie de marché, sous l'influence de la vague néolibérale et de la mondialisation inégale, se traduit par des mutations désordonnées en l'absence d'une vision claire du pays et pousse les forces sociales à se rebeller et à combler le vide politique, encouragées par la montée des mouvements anti/alter mondialistes. L'opposition socialiste revient au pouvoir en s'appuyant sur un réformisme du type radical (retour au socialisme marxiste). Le Sénégal devient une dictature socialiste

Tableau 2 : Les scénarios : vue d'ensemble

	Repli identitaire (Crise dépressive du socialisme d'Etat)	Social-libéralisme (teinté d'Afrocentrisme)	Socialisme rénové (3^e voie ou le Blairisme)	Retour du marxisme (Socialisme altermondialiste)
Evolution politique	Destruction brutale du bloc socialiste Pas d'alternance Pluralisme informel Libéralisme	Destruction progressive par noyautage Alternance parlementaire au mieux Démocratie libérale pluraliste	Purge du socialisme des éléments indésirables Alternance au sommet de l'exécutif Démocratie socialiste	Transition démocratique au cours d'un laps de temps où toutes les catastrophes sont possibles (transitions chaotiques) Socialisme marxiste
Rôle de l'Etat	Etat rétréci marchand	Etat régulateur des effets sociaux (juge de paix)	Etat stratège, agent du développement Anticipation et débat	Etat protecteur (contrepoids aux logiques du marché)
Architecture institutionnelle	Système de gouvernance privée	Système de gouvernance économique Rôle important des groupes de pression	Système de gouvernance multi-niveaux Rôle important de la société civile	Système de gouvernance publique
Transformation de l'économie	Evolution rapide vers une société de marché (logique de réseaux) Privatisation de l'économie dans des conditions opaques Rôle croissant des initiés et des grands groupes industriels Grande corruption	Evolution rapide vers une économie sociale de marché (logique financière) Privatisation dans des conditions transparentes Rôle des initiés Corruption	Evolution vers une économie de marché organisé (Logique industrielle) privatisation sélective	Evolution vers une économie de marché (logique centralisée) renationalisation et corruption
Modèle d'organisation	Extension des filiales étrangères	Extension des PME et restructuration des vieilles entreprises	Forte expansion des PME et diffusion de l'innovation	Entreprises d'Etat
Relations extérieures	Nouvelles alliances internationales orientées secteur privé	Renforcement des alliances économiques inter-régionales et régionales (NEPAD et Union Africaine)	Renforcement des alliances inter-étatiques et avec les acteurs non gouvernementaux	Repli et reconstitution du bloc socialiste international

2. Le Cas Africain et Mondial

Développement et inégalités

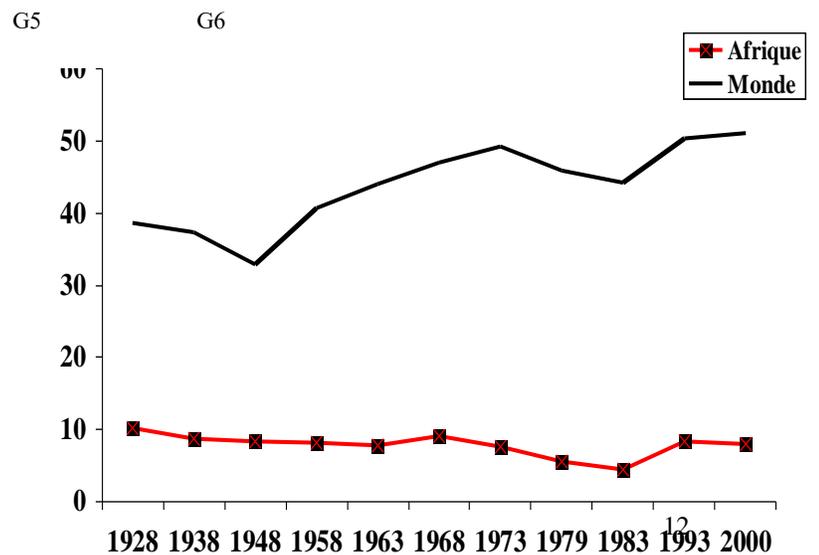
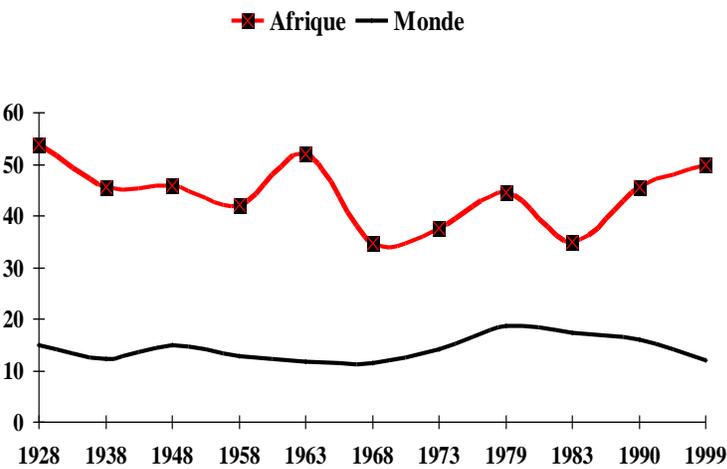
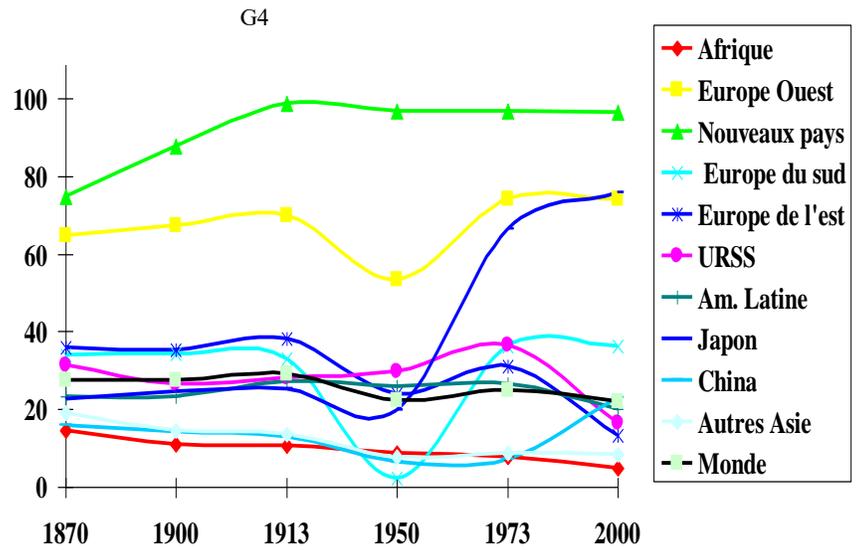
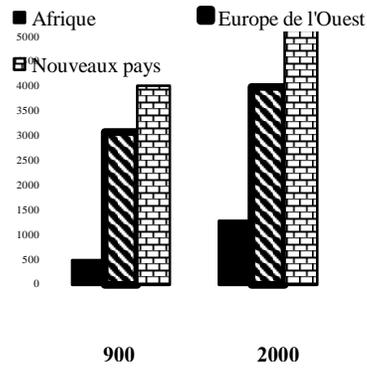
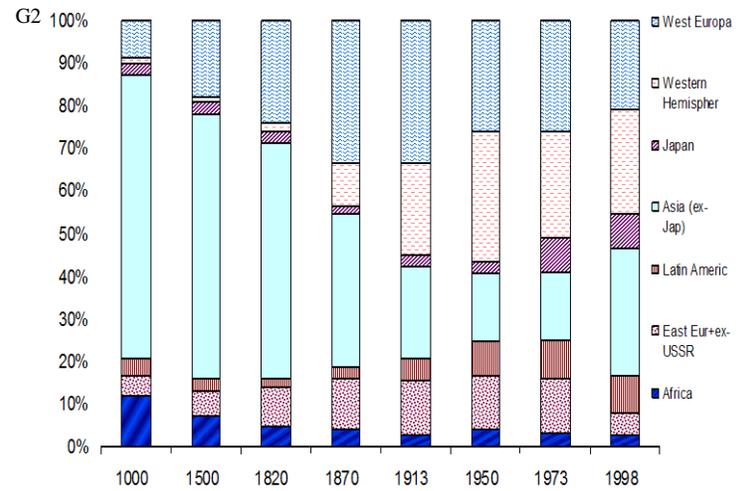
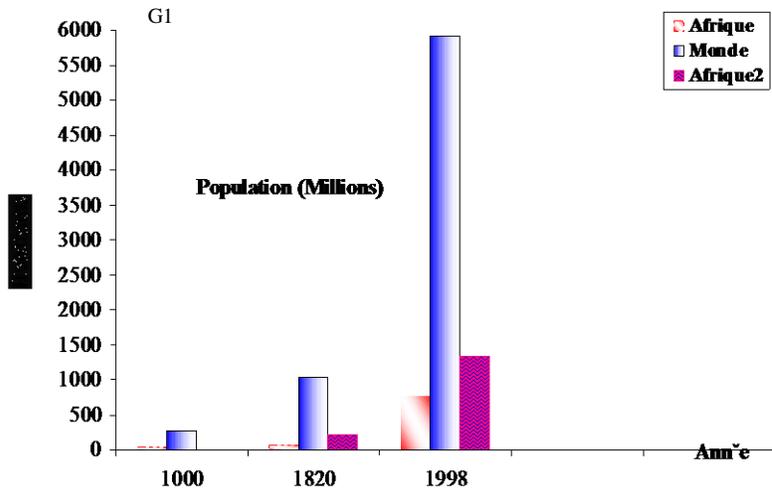
L'entrée dans le nouveau Millénaire est marquée par un relatif engouement pour le développement que ce soit par pure compassion ou par simple curiosité. Le fait est que le principe de la construction d'un partenariat mondial a pu ainsi être inscrit dans la Déclaration du Millénaire de l'ONU, en tant que fruit du contexte de l'après-guerre froide. L'idée de partager les dividendes de la paix allait aussi permettre d'effacer d'un trait plusieurs siècles de violence et de terreur. Les initiatives qui en ont résulté, à l'instar des OMD, du Global Partnership, du NEPAD et du Millenium Challenge Account (USA) constituent à cet égard une étape majeure du processus de développement, tant par la nouveauté de l'approche que par les péripéties de leur conception. Elles ne sauraient cependant être exonéré de tout examen critique. Le bilan détaillé de la globalisation et de la guerre asymétrique conduite par des Etats organisés contre des peuples d'Afrique notamment, reste à faire, même s'il est contestable au nom de la mémoire, de l'histoire et de l'oubli⁶.

Il est difficile de quantifier les bénéfices, en particulier d'évaluer toutes les ressources humaines, matérielles et morales qui ont été soustraites des pays qualifiés par la suite de pauvres et très endettés, par la force, la loi, le droit, la négociation ou le jeu des règles. Les liens entre les divers mécanismes qui ont pu se mettre en place pour faciliter leur expropriation ou leur sortie commencent à peine à être démêlés.

La poursuite par d'autres moyens de l'esclavage, a-t-elle abouti au partenariat, en passant par la colonisation, l'assistance, l'aide bilatérale, la coopération internationale, l'endettement massif, le Consensus de Washington, les accords régionaux et inter-régionaux ? Démêler cet écheveau complexe et ses retombées, constitue une tâche indispensable pour envisager un partenariat mondial pour le développement (G1).

Il est par contre incontestable que le contraste en matière de développement - tel qu'on le mesure aujourd'hui - a, depuis deux siècles, atteint un niveau qui frise le scandale et provoque l'émotion mondiale. Le contraste est d'autant plus saisissant, qu'il recoupe dans une large mesure le clivage entre les pays ayant adopté un régime socialiste et les pays qui se sont inscrits d'emblée dans un régime capitaliste. La situation de l'Afrique illustre parfaitement scandale et mérite qu'on s'y attarde, en se fondant sur les imposants travaux de l'OCDE et du scénario du 2^e Millénaire tel qu'il a été reconstruit par Maddison.

En dépit de la longue période d'esclavage, l'écart entre l'Afrique et le reste du monde serait resté raisonnable jusqu'aux alentours de 1820 (G2). Avant cette date, toutes les populations auraient vécu à peu près avec l'équivalent de moins de 2 US\$ par jour⁷. Deux siècles plus tard, la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté - soit avec moins de 1 \$ par jour - a décliné dans le monde de 29 % à 24 %, entre 1990 et 1998, sauf en Asie et en Afrique. Dans ce continent, 46,3 % et 80 % de la population vivaient en 1998, avec respectivement moins de 1 \$ et moins de 2 \$ par jour. En fait, ni l'intensification des échanges au cours de la période 1914-1950, ni l'ouverture commerciale et financière des années 80, n'ont permis le recul de la pauvreté en Afrique, comme ce fut le cas - mais de manière tout à fait relative et sans aucune garantie d'irréversibilité - dans d'autres régions du monde⁸.



Le PIB Africain pour l'année 2000, exprimé en \$/h est 19 fois inférieur à celui des autres régions du monde Afrique (G3). En fait, les économies africaines n'ont jamais pu disposer d'une croissance durable et plus rapide que celle des pays riches (G4). Pendant que le libre-échange imposait sa loi d'airain au XIXe siècle, plusieurs pays d'Europe parvenaient à se protéger, tandis que l'Afrique était dans l'incapacité d'en faire autant pour les secteurs vitaux comme l'agriculture et l'artisanat. Aussi ces derniers ont été totalement éradiqués, sans avoir jamais servi de base à l'industrialisation. Alors qu'au milieu du XXe siècle, l'ouverture internationale intensifiait la diffusion des innovations, l'apprentissage et la convergence vers les meilleures pratiques, l'Afrique se recouvrait du manteau du protectionnisme, avec un siècle de retard, s'excluant de fait des bénéfices de la mondialisation, au nom du développement auto-centré⁹. On peut se demander ce que les décennies futures réservent à un continent toujours en retard d'une révolution et si lent à s'approprier les concepts de développement.

Au cours du dernier siècle le développement apparaît comme un processus hautement sélectif qui, à bien des égards, s'apparente à un secret bien gardé, une course à handicap, avec une seule haie, le niveau du PIB des nations les plus riches. D'une part, le boom constaté entre 1820 et 1900 ne s'est pas reproduit au XXe siècle. D'autre part, aucun des pays ayant adopté le régime socialiste n'a réussi à intégrer ce club.

Tableau 3 : développement et socialisme : corrélation ou causalité ?

Année	PIB (\$US/h)	Pays ayant franchi la haie
1900	1218	24 pays dont : 15 Européens et 7 non Européens (ex-USSR, Chili, Argentine, Canada, USA, Nouvelle-Zélande)
2000	14 565	23 pays dont 19 Européens et 5 non Européens (Chili, Argentine, Canada, USA, Nouvelle-Zélande) plus Japon, Corée du Sud, Taiwan

Le ralentissement de l'économie mondiale depuis une dizaine d'années, accentué par celui de l'économie américaine au cours des années 90, affecte l'Afrique dans une proportion encore inconnue, il y a seulement deux décennies : du simple au triple.

L'écart entre l'Afrique et les Etats-Unis, dernier empire mondial est devenu abyssal. Le creusement s'est accompagné d'une atomisation du continent favorisant le processus d'intégration inter-régionale au détriment du processus d'intégration intra-régionale et de constitution d'un bloc économique et politique, à l'image de l'Amérique du Nord et de l'Europe (G5 & 6). Tel est le sens réel de la marginalisation de l'Afrique au XIX^e siècle, de sa déconnexion au XX^e siècle, et si ces tendances continuent, de son exclusion possible du système mondial au cours du XXI^e siècle.

Les perspectives de rattrapage du continent s'annoncent incertaines, depuis que les économies émergentes d'Asie ont été stoppées dans leur effort, par la récession mondiale, l'extension de la misère, des catastrophes naturelles et humaines, toutes choses que l'aggravation des déséquilibres financiers américains, les attaques du 11 septembre et la mise en place de la coalition globale contre le terrorisme ont accentuées. Sans tomber dans l'afro-pessimisme ambiant, on peut se demander si l'Afrique n'est pas affectée par une tendance lourde - multi-séculaire - de dégradation continue de son potentiel économique et d'affaiblissement progressif de l'autonomie individuelle et collective des Africains, dont les effets ultimes seraient la perte des qualités indispensables à l'expression de soi et à la participation active à l'évolution mondiale.

I. Le développement et ses hypothèses : un problème de défaillance ?

1. Le problème des indicateurs de développement

La recherche des indicateurs de développement est au centre d'un intense effort en voie d'être couronné de succès, du moins si l'on en juge par l'engouement provoqué par les travaux de l'OCDE autour du projet confié à Angus Maddison. Depuis le milieu des années 90, les données, informations et savoirs sur le développement, envisagé dans une perspective multi-séculaire puis millénaire, ne cesse d'influencer la quasi-totalité des travaux menés par d'autres institutions : universités centres de recherche et de conseil, organisations internationales et bilatérales. Il est quasiment impossible aujourd'hui, de produire une analyse comparative, historique ou régionale, sans se référer à ces travaux, que ce soit à la Banque Mondiale, au FMI, dans le réseau des Think Tank¹⁰ ou ailleurs. L'ampleur des remises en cause, provoquées par sa dernière livraison devrait pourtant provoquer la mondialisation de la controverse sur le développement, au-delà de quelques voies solitaires¹¹ et de la quête non moins solitaire d'indicateurs alternatifs¹². La qualité de ces efforts invite néanmoins à un usage judicieux des données et informations tirées des travaux de Maddison et en particulier à une vigilance critique en ce qui concerne les interprétations qu'il convient d'en tirer.

Encadré 1 Quelques indicateurs alternatifs

Human Development Index (UNDP)
Index of Social Health (Forfham Institute for Innovation in SP)
Index of Economic Well Being (Osberg & Sharpe)
DashBoard on Sustainable Development (Hardi; CGSDI)
Index of Sustainable Economic Welfare (ISEW)
Genuine Progress Indicator (GPI)
Growth Competitvness Index (WEF)
Globalisation Index : AT Kearney
MCA indicators

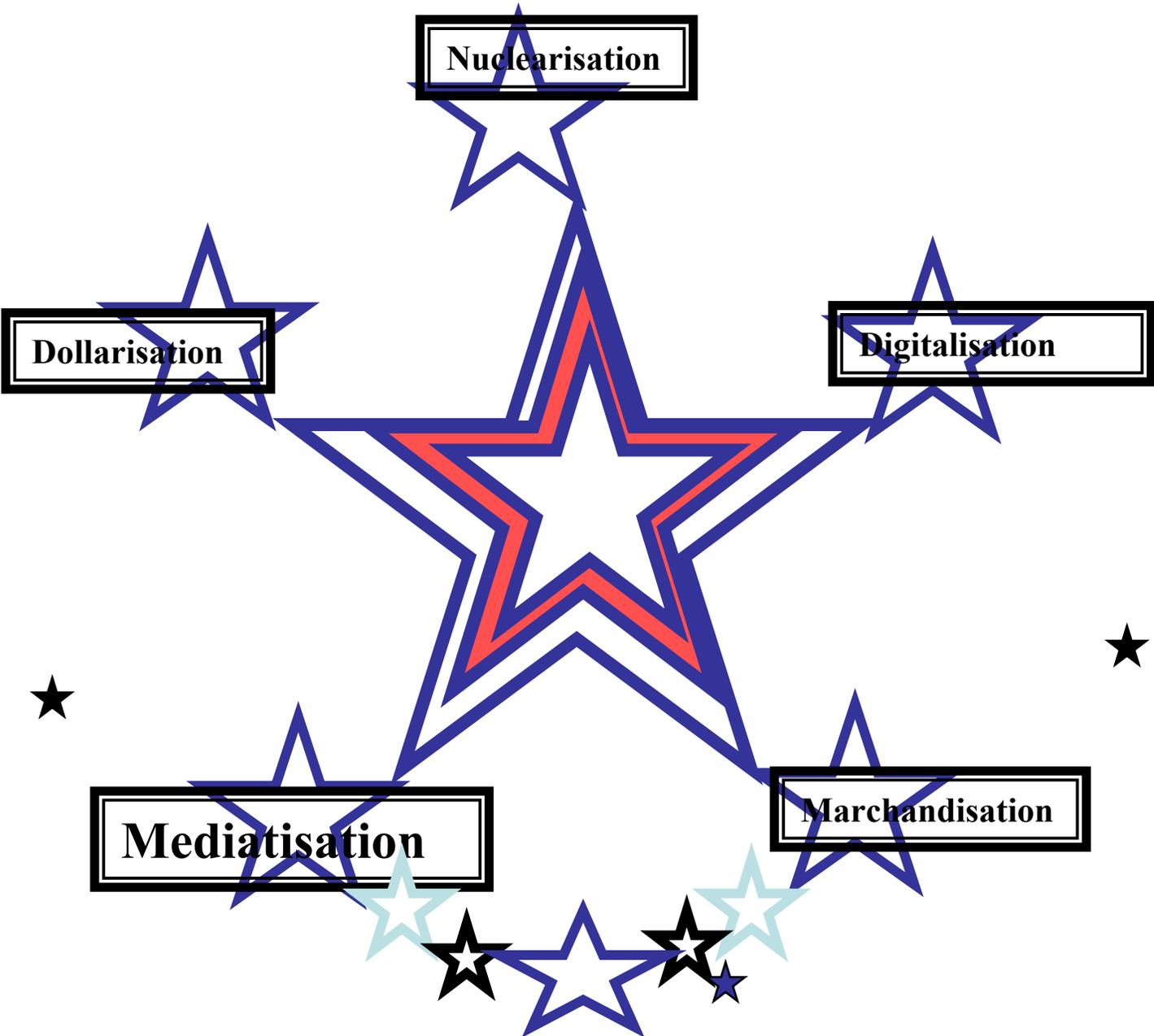
2. Le changement de contexte

Tableau 4 : Le développement et l'aide à travers les âges et selon les contextes tels qu'ils ont été appréhendés par les analyses existantes			
L'Aide à <i>Dans un Contexte de</i>	L'Age de la Pierre 1960-80	L'Age d'Acier 1980-2002	L'Age du Silicone Depuis 2001
<i>Continuité</i>	Le développement est possible par imitation et la réduction des écarts (théorie des étapes de la croissance ou catching up)	PAS, DSRP... Forces (intégrisme) du marché Privatisation	
<i>Discontinuité</i>		Le développement est possible mais inégal : rattrapage du retard absolu accumulé en matière de revenus par réduction de la pauvreté de moitié d'ici 2015 et maintien de l'écart relatif avec les Pays développés (scénarios OCDE, ODM's)	Système de Destruction Massive Programmes colossaux de recherche militaire Vellité de Militarisation de la recherche et de l'ensemble des activités humaines
<i>Ambiguïté</i>		Promesse d'augmentation de l'aide et processus d'appropriation des programmes ; Tentative d'effacement de la dette A travers l'initiative PPTTE Partenariat (Nepad, Partnership (Nepad & UN Global compact) Sélectivité (MCA)	<i>2^e Question clé :</i> <i>La quête mondiale d'un nouveau paradigme se fera t-elle par la concurrence ou par la collaboration ?</i> <i>Quels scénarios ?</i>

Le tableau 2 résume le constat généralement admis quant à l'inadéquation des réponses apportées aux questions de développement, au fur et à mesure des changements de contexte, sous l'effet d'évolutions souvent qualifiées d'imprévisibles. Pourtant ce caractère imprévisible n'est pas nouveau. Qu'il suffise de rappeler – que dans les années 80 - la quasi totalité des documents de politiques ou de plan, de nombre de pays Africains et même de bailleurs de fonds ne comportaient de références précises sur des événements majeurs survenus par la suite, des facteurs comme : la mondialisation, le Sida, Internet, l'économie de la connaissance, l'université virtuelle, la pauvreté, l'Euro, le terrorisme, le partenariat, la pollution urbaine, les puissances criminelles. D'où la nécessité de faire preuve de beaucoup d'imagination et d'éviter les réponses courtes, à l'instar de celle qui se met en place au sein des grandes puissances de façon tout à fait unilatérale.

2. Le système d'arme de destruction massive : une nouvelle dynamique

Graphique 7 : Une vue synthétique de la "National Strategy for Homeland Security"



La nouveauté vient de l'usage qui est à présent fait des 5 monopoles de la puissance¹³. Depuis les attaques terroristes du 11/9 à la logique stratégique classique du type « riposte graduée », s'est substituée une approche systémique de cet usage comme unique objectif la domination :

- des puissances régionales,
- des Nations Unies et des Gouvernements,
- du secteur privé et des ONGs,
- des Média et des moyens de communication,
- des Institutions financières internationales, des Banques Centrales et des marchés financiers.

Le processus de domination opère à travers l'usage combiné d'un ou de plusieurs véhicules :

- Nuclearisation
- Digitalisation
- Marchandisation
- Mediatisation
- Dollarisation

Il est bien entendu que les effets produits par l'usage de chacun d'entre eux devrait être aussi dévastateur sinon au plan physique, du moins au plan psychologique ou morale. Il ne s'agit plus de dissuader l'adversaire, le partenaire ou le rival mais de le subjugué et de le posséder dans sa totalité. On est en fait en présence d'un système global de violence et de terreur que d'aucuns n'hésitent plus à qualifier de fascisant. Les exemples se multiplient non seulement au Proche orient (Irak, Palestine, Iran) mais aussi en Afrique avec le processus rampant de dollarisation, dans les PED avec les négociations à l'OMC, dans le monde entier avec le processus de numérisation des personnes dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ainsi de suite. Mais quel que soit le degré de sophistication de ce type de réponses face à un univers d'incertitudes radicales, on ne peut qu'être frappé par sa velléité démiurgique. L'ampleur des défis du développement et les problèmes urgents qui se posent à des milliards d'individus sont là pour rappeler le caractère fondamentalement inadéquat de cette démarche qui caractérise la « nouvelle puissance américaine » et que ses concurrents ou rivaux sont tentés d'imiter.

3. Le développement marginalisé

Une des conséquences majeures de la mise en place d'un nouveau système d'armes de destruction massive est de reléguer aux calendes grecques, le développement en tant que processus qui a permis à un premier groupe de pays de se départir de cette vision agraire dans laquelle ils étaient enfermés jusqu'au XIXe siècle. Malheur aux candidats suivants, puisqu'ils seront transformés en pièce de loterie, au motif qu'il y a trop, d'appelés et qu'il convient soit de procéder à sélection implacable, soit d'augmenter les enjeux pour réduire le nombre d'acteurs. Le raffinement et la quantification des indicateurs globaux qui prolifèrent au sein des Think Tank orientés sur les questions de démocratie, de bonne gouvernance, ou des technologies numériques opèrent comme un nouveau processus de déqualification des pays qui ne sont pas en mesure de produire à temps et selon des normes pré-établis les données permettant d'étalonner leur performance globale.

En fait, la sophistication n'a d'égal que la panne des systèmes politiques, qui révèlent leurs faiblesses face aux problèmes de développement, actuels et potentiels (tableau 5 pour un aperçu).

Tableau 5 : Un échantillon de problèmes de développement	
Problèmes urgents à résoudre	<p>L'éradication de la malnutrition et de la pauvreté</p> <p>L'attraction et rétention des talents dans les PED africains en particulier</p> <p>Le développement d'applications scientifiques conviviales et frugales</p> <p>La gestion des conflits et des crises y compris celle de la dette</p> <p>Des vaccins pour enrayer les pandémies et le SIDA</p>
Problèmes critiques	<p>L'essoufflement du paradigme qui a gouverné le monde occidental depuis près de quatre siècles et le « combat douteux » (Kenzaburo Oe) qu'il mène depuis les attaques du 11/9 pour s'accrocher à sa position</p> <p>La tendance des acteurs majeurs (firmes cotées) et des actants (entrepreneurs de guerre) à s'affranchir de tout contrôle</p> <p>Les efforts d'adaptation exigés des pays pauvres (ownership, transparence, bonne gouvernance, privatisation de l'Etat) sont sans commune mesure avec la structure de leur capacité et leur niveau de développement</p> <p>L'aide au développement, quelque soit le toilettage envisagé, continue de jouer sur la discrimination entre les pauvres, les terroristes, les malades et les immigrants</p>
Incertitudes et enjeux du développement à long terme	<p>L'économie et la gestion des connaissances</p> <p>La croissance de la population surtout en Afrique (1 Milliard en 2050)</p> <p>L'explosion urbaine en Afrique</p> <p>La baisse tendancielle du prix des matières premières</p> <p>L'explosion du trafic automobile en Afrique, Inde et Chine</p> <p>La dégradation des ressources environnementales et de la bio-diversité</p> <p>Les changements climatiques dramatiques aux alentours de 2010</p> <p>La myopie grandissante de la science et des scientifiques devant les problèmes sociaux</p>

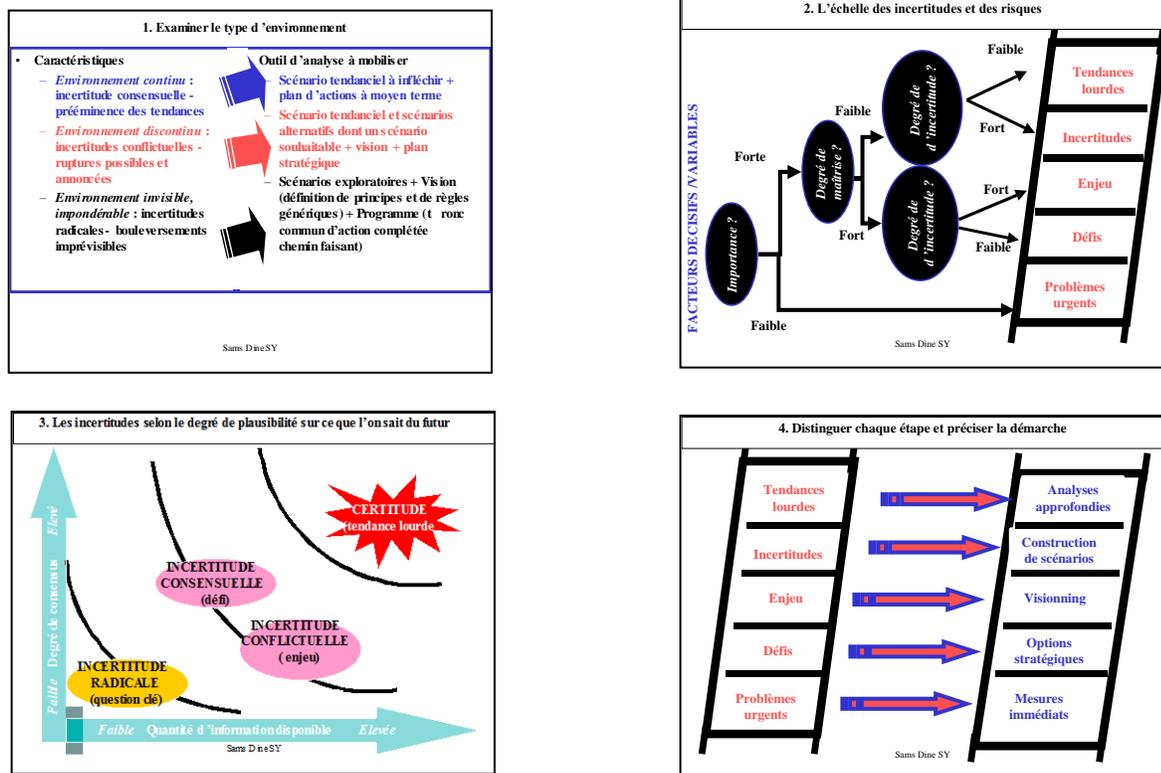
III. Vers un nouveau siècle centré sur le développement

1. Construire des scénarios et une vision en partage

Si le XXIe siècle apparaît comme celui des incertitudes radicales, il convient de caractériser par rapport à d'autres environnements, moins incertains que nous avons sans doute connu dans le passé. La notion d'incertitude a pris toute son épaisseur avec les chocs pétroliers (années 70-80), puis la découverte de l'ampleur des processus à l'œuvre avec la globalisation, la concurrence et l'explosion des innovations (années 80-90) et l'avènement d'un nouveau cycle de violence et de terreur (années 90-2000). La recherche prospective en fait son domaine de prédilection et s'est efforcée de fournir une grille d'interprétation et de classer, le long d'une échelle, les exigences et problèmes futurs majeurs en tendances, incertitudes, enjeux et défis. Cependant toute la question est de s'entendre sur le caractère incertain de l'événement tant redouté et sur la disponibilité de l'information permettant de qualifier l'événement. En l'occurrence la possibilité de reprise du processus de développement qui semble s'être interrompu au cours du XXe siècle, en dépit du niveau exceptionnel de croissance enregistré, de l'efficacité du capital et de l'ouverture commerciale.

Le graphique 8 présente une démarche méthodologique simplifiée sous forme de deux approches concurrentes pour saisir la complexité de la question du développement.

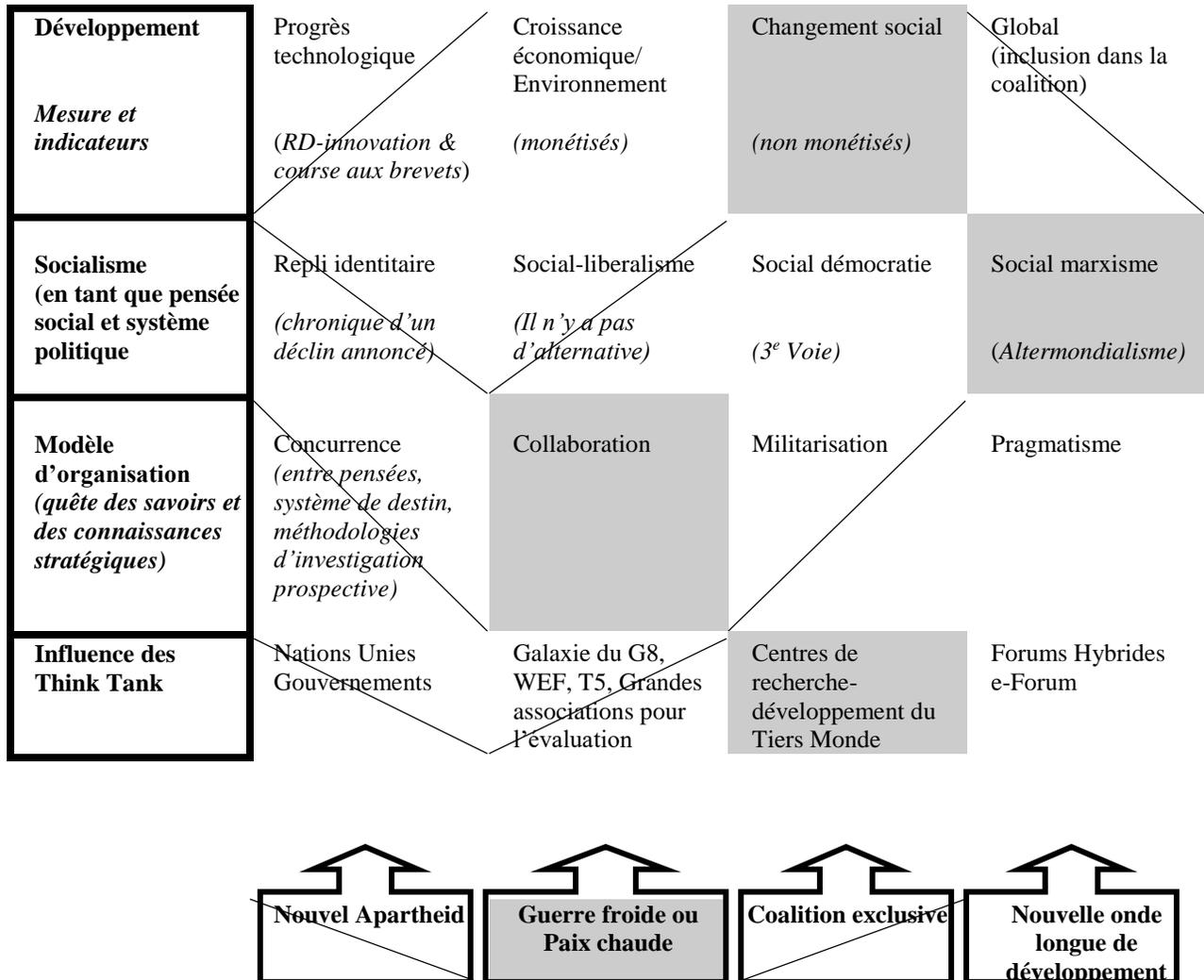
Graphiques 8 : Principales étapes de la construction de l'échelle des réponses aux exigences majeures



Source : Sams Dine Sy (2002) ; adapté de sources variées

En se limitant volontairement aux trois grandes questions examinées dans cet article, il est possible d'envisager des scénarios du développement et du rôle de la pensée sociale au cours du XXIe siècle, ainsi que les perspectives réalistes de redynamisation des mouvements sociaux.

Tableau 6 : Scénarios du développement à l'horizon du XXIe siècle
Questions clés **Modalités de réponse**



2. le cadre conceptuel de la vision

Les quatre scénarios esquissés dans le tableau 6 montre que l'idée de mettre le développement au centre des préoccupations du XXIe siècle ne va pas de soi et que d'autres processus sont toujours possibles qui pourraient se traduire par la multiplication des obstacles qui se dressent devant les pays qui en étaient exclus jusqu'ici. Aussi il est nécessaire de partager une vision qui au pire permet de neutraliser les effets négatifs de scénarios adverses et au mieux de tirer partie des scénarios qui le sont moins.

On peut commencer à formuler la vision comme suit :

Mettre le développement au centre du paradigme émergent du XXIe siècle

Cette vision sera transformée en réalité par le rétablissement des différences entre les pays pauvres et les pays riches et entre les individus à un niveau aussi proche que possible de ce qu'il était avant le XIXe siècle. L'encadré 2 fournit de syndication sur le type d'actions potentielles et possibles à mettre en œuvre en vue de la concrétiser.

Encadré 2

Eléments de programme d'actions potentielles et possibles

I. Mettre en œuvre des programmes de création, de partage et de gestion des connaissances, de d'amélioration de la compétitivité et des processus de prise de décision dans les PED

Domaine 1 : connaissance pour contenir les effets du système d'armes de destruction massive

Domaine 2 : connaissances pour le développement de la compétitivité et des activités orientées marché

Domaine 3 : connaissances pour améliorer la prise en compte des processus sociaux de prise de décision publique

Domaine 4 connaissances pour l'éducation et la formation des jeunes talents et des populations en général

II. Mettre en réseau les Think Tank à vocation social dans les PED

Domaine 1 : Mise en réseau avec les Forum sociaux à l'échelon national, régional et mondial

Domaine 2 : Mise en réseau avec les sociétés civiles, les entreprises et les Gouvernements

Domaine 3 : Mise en réseau avec les peuples

Domaines 4 : Trouver une solution aux problèmes d'accès aux réseaux de think tank sociaux

III. Promouvoir le projet de création d'une Agence planétaire pour le développement en lieu et place du Système actuel des Nations Unies

Domaine 1 : Procéder à l'examen critique du fonctionnement des Nations Unies et les effets réels et potentiels en ce qui concerne le développement

Domaine 2 : Promouvoir le projet de transformation du Conseil de Sécurité en Conseil des Sages

Domaine 3 : Procéder à l'évaluation des capacités d'amélioration du fonctionnement des Organisations régionales (Unions, Communautés et Forum inter-régionaux).

Conclusion et recommandations sur le rôle des Think Tank sociaux

Les Think Tank des pays du Sud ont un rôle particulièrement crucial à jouer dans la bataille du développement dont l'issue s'annonce incertaine encore bien que les solutions alternatives qui se mettent en place s'annoncent laborieuses avant de conduire à une impasse. Il serait souhaitable qu'ils revoient leur agenda et programme de travail afin de :

- Mieux évaluer les défis du développement au cours du XXI^e siècle
- Contribuer à l'effort d'amélioration des méthodes d'évaluation et de choix d'indicateurs
- Mieux évaluer les besoins sociaux et les moyens d'y répondre
- Contribuer à l'effort de construction d'une vision du développement pour le XXI^e siècle et des options possibles

Ils devraient aussi prendre une part active à la constitution d'un Front du Sud capable de prendre en charge le projet de réforme du Système International.

A cette fin ils devraient exercer une influence sur la Commission des Nations Unis chargée par Koffi Annan de réfléchir sur la réforme du système international.

Suggérer à celui-ci d'amender les termes de référence de ce Comité autour de l'approche « un autre siècle de développement est possible ».

Notes

¹ Chavance B.

²² Jusqu'au dernier en cours de publication "le virus libéral"

³ S.D SY, B. Founou, A. Dieng, Editeurs

⁴ Voir le débat entre P. Rosavallon, M Lazar et J Généreux, le Monde du 16 Mai 2003

⁵ Cet exercice a une base pratique, puisqu'il a été élaboré dans le cadre d'une contribution de l'auteur à un groupe d'experts indépendants mis sur pied au début de l'année 2003 par un des partis politiques sénégalais, soucieux de ne pas se limiter à une réflexion politique purement tactique

⁶ Paul Ricoeur

⁷ Maddison A , 2002

⁸ Morrison C; World Bank

⁹ Cohen P.; Sachs J. D.

¹⁰ Tokyo Club Foundation, IFRI, Brookings, IISS, IFO et la constellation de think tank associés

¹¹ Samir Amin : Note de lecture sur l'ouvrage en question ; mimeo, 2002

¹² Gadrey J.

¹³ S. Amin : diverses publications

Quelques références bibliographiques, pour aller plus loin:

- Amin S. : L'idéologie et la pensée sociale ; CODESRIA; 1994
Arcade J: Mettre en scène des futurs inédits ; TRP n° 11 2000
Atlan H : L'émergence du nouveau et du sens ; in "L'auto-organisation" ; Colloque de Cérisy ;Seuil; 1983
Boyer R e.a. : Analyse de la croissance américaine séculaire américaine; CEPREMAP/CGP . 1990
Callon e.a : La gestion stratégique de la recherche ; Economica ; 1994
Chavance B. : Le conflit historique du socialisme et du capitalisme et a transformation post-socialiste ; CNUCED X, 1999
Chavassus B : Prevention, precaution, consumer involvment ; OCDE conférence on OGM ; 2000
Cohen P. : Les inégalités dans le monde in Ramses 2000, IFRI
Delmas Marty M : Qui peut punir les crimes contre l'humanité ? Le Monde des Débats ; n° 25, 2001
DeLong B : The shape of 21th century economic history (site de l'auteur)
David P : Distribution et expansion de la base de connaissance ; in STI Revue ; n° 16 1996
Eco U : Kant et l'ornithorinque ; Grasset ; 1999
Gadrey J. De la croissance au développement : à la recherche d'indicateurs alternatifs Futuribles, décembre 2002
Godet M : Prospective stratégique ; Dunod ; 1997
Hillman J : La mesure des événements : la proposition 117 de Proclus ; in Science et Conscience ; Stock ; 1980
IFRI : Ramses ; diverses années
IFRI: Le commerce mondial en 2050
IMF The world economy in 20th century ; WEO, 1999
IMF : World Economic Outlook ; 2001
Iribarne P d' : Mythe de fondation et anthropologie de l'Occident "moderne" ; in la Production du social "autour de M. Godelier " Colloque de Cerisy , Fayard ;1999
Lesourne J : Perspectives géopolitiques mondiales; Futuribles n° 269 et 272 ; 2002
Maddison A : The world economy : a millenial perspective, OECD/DC , 2002
Merbach H.M : Five concepts of holistic undersatnding ; in Mélanges en k'honneur de J. Lesourne ; Dunod; 2000
Microsoft : Scénarios de la Net-economie ; Ed Organisation ; 2000
Morrison C. La pauvreté dans le monde, in Ramses 2003, IFRI
NIC/ CIA : Global trends 2015 , A Dialogue about the future with Nongovernment experts ; 2000
NIC/CIA : Patterns of Global Terrorism ; 1999
OCDE/CAD : Le monde en 2020 ; 1996
Ricoeur P : La mémoire, l'histoire et l'oubli ; Seuil 2000
Sachs J. D.: The Strategic Significance of Global Inequality; World Bank/ABCD Conference
S.D SY, ea. Editeurs : Pensée sociale critique pour le XXIe siècle : mélanges en l'honneur de Samir Amin ; l'Harmattan, 2003
Sy S.D. : L'Université Africaine du 3^e Millénaire : Document de prospective stratégique ; AUA ; 2002
Sy S. D : Le 3^e millénaire pour l'Afrique : Vision et propositions ; Réunion de restitution des travaux de la Commission Indépendante « Millénaire pour l'Afrique ».; Réunion C.I. d'Abidjan ; BAD, 2001
Sy S. D : Promouvoir de nouvelles démarches de coopération et de partenariat ; Réunion CI de Cotonou
Sy S. D : Mettre la science et ses réseaux au service de l'Afrique : Réunion CI/UNU ; Accra ; 2001
Sy S. D : L'Afrique face au défi de l'Euro et du Dollar, in « Et si l'Afrique refusait le marché » Alternatives Sud - l'Harmattan, 2001
Sy S. D : Le Monde et l'Afrique au XXIe siècle : les représentations du futur des Chefs d'Etats africains à travers les discours prononcés au sommet du millénaire; Réunion C.I de Maputo ; 2000
Sy S. D : Le Monde et l'Afrique au XXe siècle : une analyse séculaire ; Réunion CI de Dakar ; 1999
Sy S. D : L'intégration régionale en 2025 , Rapport au Gouvernement du Burkina Faso, 1999
Sy S. D : La mondialisation : rétrospective et prospective ; PNUD/NLTPS, 1998
Taguieff P.A. : L'effacement de l'avenir ; Galilée ; 2000
Tanter R.: Le concept d'«État-paria» in les notes de l'IFRI n° 7, 1998
Viveret P. : Nouveaux facteurs de richesse ; Rapport au Secrétaire d'Etat à l'Economie solidaire ; France ; 2000
World Bank : Globalization , growth and poverty ; 2001